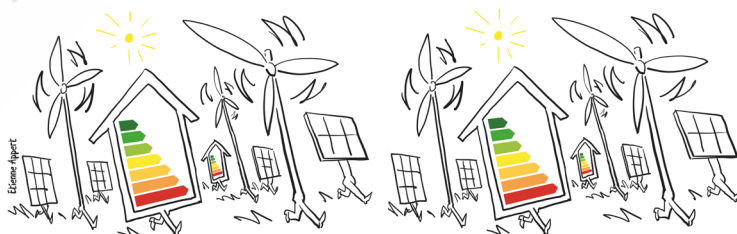


Ensemble, accélérons la transition énergétique !



LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, C'EST BON POUR :

La sécurité et la résilience - Nous ne dépendons plus des importations de pétrole ou d'uranium pour assurer tous nos besoins, et nous ne craignons plus l'augmentation inéluctable de leur prix.

L'activité économique et la balance commerciale - Les milliards d'euros économisés font travailler nos entreprises dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Le pouvoir d'achat et l'emploi - Les ménages peuvent réaliser des économies sur leurs dépenses énergétiques et faire d'autres dépenses qui engendreront des emplois.

La lutte contre la précarité et le droit pour tous à un logement décent - Tout le monde peut disposer d'un logement confortable et peu coûteux à chauffer.

La qualité de vie et la santé - Nous diminuons très fortement les émissions de particules, nous faisons plus d'exercice pour nos déplacements et nous avons une alimentation plus saine (des produits de qualité, moins de viande et de lait).

Le développement local et l'aménagement du territoire - Nous revitalisons les espaces ruraux avec de nouvelles activités, nous requalifions les quartiers périphériques et nous arrêtons de bétonner inutilement.

L'environnement et le climat - La France participe à la lutte contre les bouleversements climatiques et au maintien de la biodiversité à hauteur de son poids démographique et de ses capacités.

La qualification professionnelle et la promotion sociale - Souvent qualifiés et s'inscrivant dans l'emploi essentiellement local, les nouveaux métiers exigent de la formation et sont généralement mieux rémunérés.

La démocratie et la citoyenneté - La transition se fait au cœur des territoires ruraux et urbains, au plus près des habitants qui en sont à la fois les premiers acteurs et les premiers bénéficiaires.



CLER RÉSEAU
POUR LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE



LES 10 MESURES PRIORITAIRES

1. La possibilité de se chauffer à coût raisonnable doit devenir un critère de décence des logements, au même titre que la présence de sanitaires et de douche : un décret devrait progressivement interdire à la location les passoires énergétiques, et les logements avec une étiquette énergie F ou G doivent être rénovés avant 2025.

2. Les collectivités locales ont besoin de moyens humains et de capacités d'investissement pour pouvoir à terme tirer tous les bénéfices de la transition énergétique : une dotation spécifique énergie-climat doit leur être allouée pour la réalisation de Plans Climat-Air-Energie territoriaux aussi ambitieux que possible.

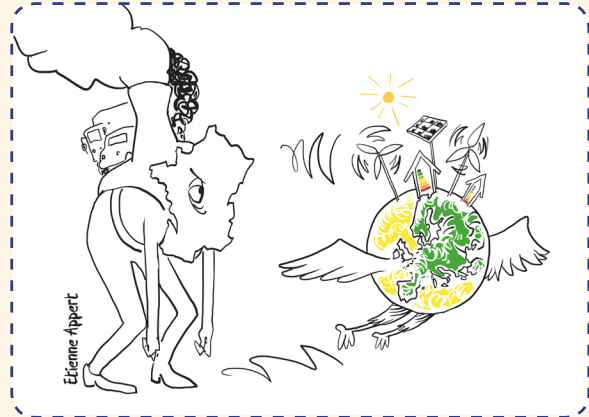
3. Pour accélérer le développement de toutes les filières de production d'énergie vers le 100 % renouvelable, il faut desserrer le carcan juridique et réglementaire actuel, adapter les mesures de soutien aux besoins réels des acteurs publics et privés qui sont dans les territoires et supprimer les dispositions fiscales ou autres qui favorisent les énergies fossiles et fossiles.

4. Les nécessaires transitions professionnelles doivent être accompagnées par une anticipation des reconversions et des programmes de formation adaptés au niveau de chaque bassin de vie et d'emploi, en mettant autour de la table les collectivités, les entreprises et les représentants des salariés.

5. Le financement de la transition énergétique doit être à la fois massif et simple d'accès. Une agence nationale dédiée, dotée d'un budget conséquent, est le bon outil pour gagner en efficacité et en cohérence : il faut la créer sans attendre !

6. Au cœur d'enjeux et d'intérêts gigantesques, la transition énergétique exige de redéfinir le rôle des acteurs publics et privés, en réhabilitant l'Etat-stratège au service des territoires et en donnant aux autorités de régulation les moyens juridiques et humains d'assumer leur mission au service des objectifs définis par la loi.

7. La priorité doit être donnée aux alternatives à la voiture individuelle telles que vélo, transports publics, train, voiture partagée ou encore aménagement des villes, en mettant en place une fiscalité réellement incitative et en développant les infrastructures nécessaires.



8. Afin de respecter les engagements de la France sur l'énergie et le climat, des critères environnementaux cohérents doivent être intégrés dans les politiques de nutrition et de santé (réduction de la consommation de produits animaux notamment) et dans les politiques agricoles, pour un vrai développement de pratiques agroécologiques.

9. Le besoin plus fort que jamais d'information, de conseil et d'accompagnement des ménages, doit se traduire par la mise en place effective et la généralisation à tout le territoire du Service public de la performance énergétique de l'habitat prévu par la loi, qui doit être articulé autour des Espaces Info-Energie et des plateformes de la rénovation énergétique.

10. La transition énergétique doit devenir l'un des piliers de la refondation du projet européen autour des grands enjeux de lutte contre les changements climatiques, de compétitivité économique, de sécurité d'approvisionnement et de cohésion sociale et régionale.

